

Algérie : racines et projections

Le sigle de l'ANR avait, d'ailleurs, reflété l'essence même du projet d'un parti pensé, non pas comme une formation néo-nationaliste mais, essentiellement, comme le rassemblement des défenseurs de la République et d'une variante de la laïcité hostile «au fondamentalisme des forces rétrogrades» ; un intitulé qui avait tout pour séduire les démocrates et les intellectuels de gauche qui furent les premiers militants de l'Alliance et dont Hmida Hourî, ancien secrétaire général du ministère de l'Information et de la Culture, et

il intéressa, dans un prosélytisme, peut-être involontaire, des personnalités peu soupçonnées de cultiver une fibre islamiste comme Amar Ouze-gane, Mostefa Lacheraf et Mohand Cherif Sahli. Son but était clair : hériter de la pensée réformiste de l'Islam de l'Association et la prolonger par une dimension rationaliste qui récupérerait, en la dissolvant dans sa solution, celle de l'Islam de la Proclamation du 1^{er} novembre 1954. Ce fut le sens qu'il donna à son combat commencé avec la cofondation de l'Ugema – «la si bien nom-

qu'un seul rôle. Dans s États de service, l'indépendance – il est né en 1937 à Tighenif – rien n'indique qu'il ait activé en tant que politicien et rien ne certifie qu'il a fait figuré, à un moment ou à un autre – en dehors du gouvernement – de leader d'un courant de pensée ou de poids lourd au sein du FLN.

Son ascension dans la pyramide de l'Etat – tout le monde le sait – revient, en grande partie, à sa gestion de Sonatrach dont il fut le pilier, durant 13 années, entre 1966 et 1979. Ce fut sous son règne que la première entreprise de l'Algérie enregistra un essor international, sans précédent, et qu'elle noua des liens étroits avec les majors américains, le président Boumediène faisant, par anticipation, très attention à éviter le piège de la dépendance vis-à-vis des compagnies françaises, en élargissant le spectre des partenaires de l'Algérie, dans ce domaine stratégique.

Sid Ahmed Ghozali était conscient de son handicap. C'est pourquoi, il s'appliqua à en contourner les servitudes par son modernisme branché et sa technicité qui en firent un homme indispensable au sérail, «le harki» ainsi qu'il se définit lui-même.

A cette disponibilité à répondre à la meilleure offre de service s'ajoutait sa large connaissance des réseaux d'influence français, européens et américains – il fut ambassadeur à Paris et à Bruxelles. Et comme Ahmed Taleb El-Ibrahimi, arrivé à un stade où il avait fait le tour de la question, il n'attendait plus que cette étincelle cachée dans les replis de l'Histoire qui savait, parfois, être prodigue de ses faveurs, pour bondir vers le haut du podium de l'Etat.

L'insurrection du FIS le lui servit au moment où tout semblait perdu pour le gouvernement et pour la République.

Premier ministre, il prit les devants, à l'issue d'une interminable «conférence nationale», en promettant d'organiser, sur la base d'un nouveau découpage électoral exigé par le FIS, et adopté à la va-vite, par le Parlement, «des élections propres et honnêtes» dont on sait sur quoi elles débouchèrent. Sa gestion de la crise – un plaidoyer *pro domo* qui consistait à défendre une démarche erronée – trancha, du coup, avec ses anciennes performances de technocrate.

L'assassinat du président Mohamed Boudiaf accéléra sa chute et, après un passage à Paris, il dut jeter l'éponge, mis en congé sabbatique forcé. Il essaya d'en sortir, en déposant la demande d'agrément de son parti, le Front démocratique, géré, provisoirement, au début, par un de ses fidèles, Belahcène Zerrouki, ancien député et ancien directeur général de la Télévision algérienne (ENTV). Peine perdue, la Présidence de la République lui signifia qu'il devait en rester là, ce qu'il fit de mauvaise grâce. Seuls les médias privés continueront à solliciter ses avis sur la situation politique intérieure et

ments et le cursus des hommes politiques concernés ainsi que les procédés de révocation utilisés par le pouvoir, il découvrira que sont également incriminés, dans ces dysfonctionnements de la gouvernance, des mécanismes – voulus ou non – générateurs de situations dévalorisantes pour l'idée qu'on se fait de l'exercice politique.

En Algérie, le régime présidentiel, institué par des Constitutions très personnalisées, a établi entre le président de la République et le chef de gouvernement des relations ambiguës et ambivalentes ; ambiguës en ce sens que le chef de gouvernement ne gouverne, vraiment, pas – sauf dans le cas d'Ahmed Ouyahia sous la présidence de Liamine Zeroual – et n'a même pas, dans les faits, le droit de démissionner, au risque de s'exposer à l'esclandre qui l'excommunierait, définitivement ; ambivalentes, car en cas d'échec de l'exécution de son programme, le président de la République en fera endosser la responsabilité au chef de gouvernement – fusible pratique à portée de main – qu'il sanctionnera en le démettant, souvent, sans l'avertir.

Dans les démocraties occidentales, même à dominante présidentialiste, les institutions fonctionnent sur la base du principe qui veut qu'un Président préside et un chef de gouvernement gouverne, condition sine qua non – encore plus, dans une situation de cohabitation – de l'entrée en fonction des élus dépositaires d'un mandat souverain. En Algérie, les choses en vont autrement. Si les mécanismes avaient été bien conçus et appliqués, à l'amont et à l'aval, l'Etat algérien – le parlementarisme de Ferhat Abbas avait été déclaré hors la loi au profit d'un régime monocéphale dirigiste – n'aurait sûrement pas enregistré cette inflation d'anciens chefs de gouvernement qui, sans crier gare, basculent dans le camp d'en face, séduits par cette soudaine libération de la parole et des convictions qu'ils s'empressent de mettre au service d'un engagement, auparavant bâillonné par des règles strictes.

Mouloud Hamrouche, Ahmed Benbitour (le seul à avoir démissionné de son poste) et Mokdad Sifi sont – sans préjuger de l'avenir – les seuls *primus inter pares* à s'être épargné la peine d'un combat partisan voué, d'avance, à une mort programmée. Ils se sont cantonnés dans une réserve prudente qu'ils ne quittent, épisodiquement, que pour faire des déclarations d'intention sans lendemain. Est-ce à dire que le parti de Ali Benflis est mort-né et qu'il connaîtra le sort réservé à ses prédécesseurs ? Rien n'est moins sûr si on examine, de près, certains de ses paramètres :

- Talaie El-Houriyate fut la conséquence directe d'une élection présidentielle – 2014 – qui

En Algérie, les choses en vont autrement. Si les mécanismes avaient été bien conçus et appliqués, à l'amont et à l'aval, l'Etat algérien – le parlementarisme de Ferhat Abbas avait été déclaré hors la loi au profit d'un régime monocéphale dirigiste – n'aurait sûrement pas enregistré cette inflation d'anciens chefs de gouvernement qui, sans crier gare, basculent dans le camp d'en face.

aussi, internationale, à propos de laquelle, il surprit par la prise de position pour le moins, diplomatiquement, déplacée, à l'endroit de l'Iran et de son contentieux avec les USA.

d) TALAIE EL-HOURIYATE

Le lancement par Ali Benflis ⁽¹⁹⁾ de son parti était-il, lui aussi, réductible au même mouvement d'humeur de Kasdi Merbah, Rédha Malek, Ahmed Taleb El-Ibrahimi et Sid Ahmed Ghozali, en réaction aux décisions d'éloignement des centres du pouvoir qui stoppèrent, à son zénith, leur longue carrière politique ? L'observateur empirique répondrait à cette question par l'affirmative et tirerait de ces exemples, une règle qui pose que tout chef de gouvernement, limogé de ses fonctions, n'aurait plus d'autre alternative, pour rester en course, que de se tailler un parti, à la mesure de l'étendue de sa disgrâce et du degré de sa désobéissance à l'édit du prince. Il se serait sacrifié à la religion que l'opinion s'était faite sur la sincérité des motivations des anciens dirigeants – nouveaux opposants que rien n'éliminait, dans leur passé récent, à pareille inclination. Mais en disséquant davantage les évène-

Wafa et le Front démocratique, dans la virtualité inaccomplie – jusqu'à nouvel ordre ? – de leurs vellétés partisans, constituent l'exemple même du clivage séparant, depuis la colonisation, les deux principales franges de l'intelligentsia algérienne qui ont éprouvé beaucoup de peine, durant plus d'un siècle et demi, à se connaître et à se reconnaître.

ancien wali, était son principal coordonnateur.

L'ANR, repoussée à la marge par le mouvement de réconciliation formé autour de la loi sur la «rahma», se mit en veilleuse avant d'être, complètement, reformaté par une nouvelle vague d'«héritiers» très éloignés de l'esprit que Rédha Malek voulut lui insuffler.

Celui-ci, pressé de renoncer à ses ambitions – parce qu'un ancien responsable, aussi prestigieux soit-il, doit rentrer dans les rangs quand on lui en intime l'ordre – s'exécuta.

Dirigée, aujourd'hui, par Belkacem Sahli, ancien secrétaire d'Etat dans un des gouvernements du président Abdelaziz Bouteflika, l'ANR abandonna ses fondamentaux originels et intégra, sous d'autres couleurs, le faisceau des partis du «Walla». Disposant de 3 sièges à l'APN, le parti compte en doubler le nombre après les élections du 4 mai 2017 en misant sur l'atout que représente la jeunesse de son secrétaire général, considéré comme un des politiciens «de la relève».

c) Wafa ET LE FRONT DEMOCRATIQUE

Ces deux partis discriminés, dans une mesure égale, puisque interdits, presque simultanément, d'activer légalement, se sourcent à deux écoles, deux inspirations, deux itinéraires et deux personnalités parallèles, proches dans la forme et, néanmoins, dissemblables et même aux antipodes l'un de l'autre, dans les années 90, par rapport aux projets idéologiques qu'ils soutenaient et continuent de défendre, chacun de son côté, dans et hors du régime qui les fit cohabiter, des fois alliés objectifs et, en d'autres circonstances, adversaires inconciliables.

C'est l'une des contradictions – et pas des moindres – les plus révélatrices de la gymnastique du grand écart à laquelle le système algérien s'était obligé à pratiquer, par réflexe de survie, pour réaliser, sous sa seule coupe, un unanimisme entêté à contourner des réalités politiques, sociales et culturelles indépensables.

Wafa et le Front démocratique, dans la virtualité inaccomplie – jusqu'à nouvel ordre ? – de leurs vellétés partisans, constituent l'exemple même du clivage séparant, depuis la colonisation, les deux principales franges de l'intelligentsia algérienne qui ont éprouvé beaucoup de peine, durant plus d'un siècle et demi, à se connaître et à se reconnaître.

Ahmed Taleb El-Ibrahimi et Sid-Ahmed Ghozali ont, en commun, une formation supérieure, suivie à Paris, le premier médecin et penseur, le second ingénieur des ponts et chaussées. Les deux affichent, publiquement, leur piété, le second s'étant cru obligé de justifier le port du papillon par la nécessité d'éviter la gêne occasionnée, lors des génuflexions rituelles, par celui de la cravate.

Là, s'arrête la ressemblance de forme qui cède devant les différences de fond dévoilées le jour où les deux personnalités s'étaient retrouvées, face à face, des deux côtés de la barrière.

Ahmed Taleb El-Ibrahimi, né à Sétif, en 1938, a été élevé à Tlemcen, dans le sanctuaire de la pensée ulémiste. Il eut la chance de bénéficier d'un enseignement bilingue qu'il mit au service de la vulgarisation des thèmes chers à la Nahda de Cheikh Abdelhamid Ben Badis et de Cheikh Bachir El-Ibrahimi, son père.

Sa première manifestation militante fut la publication du journal *Le jeune musulman* auquel

mée» – et poursuivi, à Fresnes, où il côtoya Mohamed Mechatî, son codétenu.

Le même combat expliqué dans *Lettres de prison* et *De la décolonisation à la révolution culturelle* l'amena à s'opposer au socialisme autogestionnaire marxisant du président Ahmed Ben Bella et à arabiser l'éducation et l'information, à partir des deux ministères-clefs que le président Houari Boumediène lui confia dans les années 1960-1970. Assez faiblement entendu par un FLN rétif à partager la paternité des «constantes nationales», il lui manqua, au sein du régime, un socle plus large qui l'aurait aidé à orienter l'évolution idéologique de l'Etat vers l'hétérodoxie visée, ce que le débat sur la Charte nationale de 1976 prouva, incontestablement, aux dépens de sa cause. La circonstance historique qui lui aurait fait prendre sa revanche et sur laquelle il avait, sérieusement, voulu jeter son dévolu était l'insurrection du FIS en qui il entrevit l'alternative espérée, celle qui lui aurait ouvert la voie vers l'accomplissement de ce en quoi il avait toujours cru. Il aurait pu réaliser ce rêve et être un des leaders éclairés du FIS s'il ne s'était pas trop compromis dans les politiques du système et si, par ailleurs, le mouvement avait été plus élitiste que populiste.

Les événements ne lui laissèrent, à son grand regret, qu'une petite fenêtre à travers laquelle il accepta de jouer un rôle, peu gratifiant, d'intercesseur entre Abdelkader Hachani et les émissaires du président Chadli Bendjedid.

L'échec de cette médiation le mit, comme Ahmed Ben Bella et le MDA, hors du jeu politique, une contrariété accentuée par son retrait, en compagnie de Hocine Ait-Ahmed et Mouloud Hamrouche, des élections présidentielles anticipées de 1999. Il entreprit de compenser ces déconvenues qui sonnaient comme une mise à la retraite anticipée, en se rabattant, en vain, sur l'activation de Wafa, son parti non reconnu, en raison de la présence, présumée, de militants de l'ex-FIS dissous sur la liste de ses fondateurs.

Difficilement revenu de cette succession de revers et de rebuffades, il s'occupa à rédiger ses mémoires dont il publia les trois tomes et à témoigner dans les émissions d'Al Jazeera, ouvrages et témoignages qui ne révéleront rien de bien nouveau qui aurait éclairé cette période ténébreuse. En récompense à sa patience et à sa modération – il s'était évertué, au cours de sa retraite, à ne s'attaquer à aucune institution de l'Etat et encore moins à l'armée et aux services de renseignements qu'il ménagea avec tact – il reçut le feu vert pour faire représenter son courant par le PLJ dont il fut élu président d'honneur au congrès de 2016. Son âge et son intérêt pour l'écriture semblent confirmer qu'il n'avait pas d'autres choix que de se contenter de ce lot de consolation.

Si Ahmed Taleb El-Ibrahimi avait tout d'un idéologue et d'un politicien attestés par un cursus classique de journaliste, de militant du Mouvement national, de syndicaliste étudiantin, de détenu, d'opposant puis de dirigeant et enfin de conférencier international, Sid-Ahmed Ghozali avait été catalogué technocrate dès sa cooptation, en 1964, dans le gouvernement d'Ahmed Ben Bella, au poste de secrétaire d'Etat aux Travaux publics, un profil dont il restera prisonnier à l'exemple de certains acteurs de cinéma nés pour ne camper, dans leur carrière artistique,